



—  
Élections européennes  
du 25 mai 2014

## RÉPONSE DES LISTES EUROPE ÉCOLOGIE AU QUESTIONNAIRE DU CÉGOM

Paris, 23 mai 2014  
—

**1°) OUTRE-MERS, S'AGISSANT D'EMPLOI  
& DE JEUNESSE EN DIFFICULTÉ,  
soutiendrez-vous les politiques publiques  
en matière de formation  
& de réponses novatrices de la justice?  
Si oui, comment?**

Au sein de la commission du développement régional du Parlement européen (dite «commission REGI»), les écologistes ont réussi à faire de la formation pour la jeunesse une thématique clé dans l'attribution des enveloppes financières liées aux divers fonds structurels:

- garantie jeunesse (6 milliards d'euros: nous demandons de doubler ce montant lors de la prochaine mandature);
- FSE (fonds social européen);
- initiative pour l'emploi des jeunes.

Cependant, beaucoup reste à faire pour la jeunesse.

**2°) OUTRE-MERS,  
S'AGISSANT DE VIE CHÈRE,  
soutiendrez-vous  
les politiques publiques  
en matière de transports collectifs,  
de contrôle des rémunérations  
des sociétés d'économie mixte  
(par exemple, la Semsamar)  
ou d'intégration des outre-mers  
dans leurs marchés régionaux?  
Si oui, comment?**



Bien entendu, nous soutiendrons l'ensemble de ces politiques afin de permettre aux habitant/e/s des outre-mers de sortir eux aussi de la crise. L'Hexagone reste souvent nombriliste dans sa conception modale de l'ensemble des politiques de solidarité: nous demandons un travail effectif sur la vie excessivement chère.

La Commission européenne doit enfin ouvrir les yeux sur les situations de monopole, d'abus de position dominante & d'entente illicite qui conduisent directement à l'accentuation de la cherté de la vie - tout cela, sans prise en compte d'une justice sociale. En conséquence, les député/e/s européen/ne/s demandent aussi à la Commission européenne de réaliser une étude sur la formation des prix dans les RUP («régions ultrapériphériques»: pour la France, il s'agit de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de la Réunion, de St-Martin & de Mayotte).

Les écologistes soutiennent le développement des coopérations Sud-Sud & triangulaire. Nous avons travaillé au Parlement européen sur des rapports d'initiative dans le cadre de l'Assemblée parlementaire paritaire Afrique-Caraïbes-Pacifique / Union européenne (dite «commission ACP/UE»), afin d'impulser une véritable politique européenne sur la question.

Il faut arrêter avec le système productiviste & souvent exportateur où les outre-mers restent considérées comme des comptoirs de marchandises, sans que la population locale ne profite vraiment des bénéfices de ces marchés. Il faut un développement des circuits courts agricoles, arrêter la monoculture; nous devons soutenir la pêche artisanale & côtière, tout en demandant un meilleur partage des aides de la politique agricole commune (dite «PAC»), qui sont données pour 80% à seulement 20% des agriculteurs & agricultrices.

**3°) EN EUROPE  
COMME OUTRE-MERS,  
S'AGISSANT DE SANTÉ,  
vous engagez-vous à promouvoir  
un plan qui portera notamment:  
sur la prévention des addictions,  
du cancer de la prostate, du diabète,  
de la drépanocytose & du sida;  
sur les effets du chlordécone;  
sur le lien entre santé  
& modes alimentaires;  
dans les départements d'outre-mers,  
sur une certaine «africanisation hospitalière»?**



Nous avons œuvré à la reconnaissance des lanceur/e/s d'alerte en France & demandons une harmonisation vers le haut des normes européennes sur la question. Les écologistes ont été lanceur/e/s d'alerte sur les effets meurtriers du chlordécone, sur l'absence de solution donnée aux citoyens locaux ou sur l'augmentation des cancers comme des diabètes.

Nous devons travailler & promouvoir une agriculture plus saine pour une nourriture plus saine, sans pesticides & sans perturbateurs endocriniens.

Nous mettons directement en cause le rôle des politiques - trop souvent hexagonales - liées à l'agriculture & à la production alimentaire dans l'empoisonnement à petit feu des populations.

Les écologistes ont alerté à plusieurs reprises la Commission européenne des trop nombreuses dérogations à la directive sur les épandages aériens, à l'exemple des questions écrites déposées par la députée européenne Catherine Grèze.

Après maintes pressions, nous avons obtenu l'année dernière l'assurance du ministre de l'environnement que les dérogations sur les épandages aériens ne soient plus permises. Nous travaillerons à ce que cette parole soit tenue.

**4°) OUTRE-MERS  
COMME EN EUROPE,  
QUANT AU RACISME  
& AUX DIVERSES DISCRIMINATIONS,  
demanderez-vous l'instauration  
d'une Journée européenne  
en reconnaissance des victimes  
de la colonisation européenne  
et de l'esclavage colonial?  
Dans l'Hexagone, faites-vous figurer  
en position éligible un/e ou plusieurs  
Français/es d'outre-mers?**



En avril 2013, à l'initiative de Jean-Jacob Bicep & d'Eva Joly, député/e/s écologistes sortant/e/s, nous avons présenté au Parlement européen une déclaration écrite sur la reconnaissance des victimes de l'esclavage & de la colonisation européenne: même si nous n'avons pas réussi à réunir le nombre suffisant de soutiens pour rendre cette déclaration effective devant le Parlement européen, nous avons lancé un débat essentiel. Du 13 au 17 mai 2013, nous avons organisé la première Semaine européenne pour la reconnaissance de la colonisation, de l'esclavage colonial & pour les réparations; nous défendrons de nouveau, dans la prochaine mandature, la nécessaire mise en lumière de notre histoire.

Pour les élections européennes, nous présentons Bénédicte Monville-De Cecco, d'origine martiniquaise & huitième de liste en Île de France.

**5°) EN EUROPE COMME OUTRE-MERS,  
S'AGISSANT DE CULTURE & DE MÉMOIRE,  
demanderez-vous un plan relatif à la mémoire  
de l'esclavage & à la diffusion des cultures ultramarines,  
qui portera notamment sur l'éducation  
& sur un développement raisonné du tourisme?**

Nous, écologistes, avons travaillé au développement de l'écotourisme en Europe. Avec Keith Taylor, député écologiste anglais, nous avons présenté un rapport sur le développement d'un tourisme durable & respectueux de l'histoire commune de tous les peuples européens.\*

\* 10 juin 2013 - Rapport de Spyros Danellis «sur la croissance bleue: améliorer la croissance durable dans le secteur marin, le transport maritime & le tourisme de l'Union»  
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2013-0209+0+DOC+XML+V0//FR&language=fr>

**6°) OUTRE-MERS  
COMME EN EUROPE,  
QUANT AU SOUTIEN  
AU TISSU ASSOCIATIF,  
vous engagez-vous à soutenir  
les associations qui participent  
à l'action sociale aux côtés  
des Européen/ne/s d'outre-mers  
ainsi qu'à leur vie culturelle?  
Si oui, comment?**



Évidemment nous soutiendrons les différentes initiatives en lien avec les associations qui participent à l'action sociale. Les associations sont un socle pour notre société.

Des problèmes persistent au niveau européen: le «paquet Almunia» remet en cause les services d'intérêt économique général, en faisant tomber une partie de ces services dans le cadre de la libre concurrence. Nous demandons & travaillerons à une refonte de ce paquet.

De plus, nous demandons à ce que les fonds européens soient plus ouverts & qu'une partie de leur budget serve d'accompagnement aux petites d'associations.



Mathieu Béchu Diaz | Pôle «Contenu» | Campagne européenne  
Europe Écologie | 100, rue Lafayette, F-75010 Paris  
01 45 23 20 14 | [contact@europe-ecologie.eu](mailto:contact@europe-ecologie.eu) | [europe-ecologie.eu](http://europe-ecologie.eu)